



A Melun, le 17/01/2020

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉLU·ES
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 77, CGT FINANCES PUBLIQUES 77, FO DGFIP 77
POUR LE CTL DE LA DDFIP 77 DU 17/01/2020

Monsieur le Président,

Vous convoquez ce CTL suppressions d'emploi dans un contexte très particulier de forte mobilisation nationale contre le projet du gouvernement de mise en place d'un régime universel de retraite par points.

Tout d'abord d'un point de vue interprofessionnel national :

Comment pourrions-nous siéger dans un tel contexte alors que depuis plusieurs semaines des centaines de milliers de travailleur·euses, de jeunes manifestent pour imposer le retrait de ce projet, que la grève se poursuit majoritairement à la SNCF et RATP, mais aussi dans d'autres secteurs d'activités comme à l'Opéra de Paris, les avocat·es ? À la DGFIP, les temps forts de mobilisation ont toujours rencontré un succès et certaines directions sont même en grève reconductible !

Après plus d'un mois de mobilisation, ce projet de loi, nous n'en voulons toujours pas !

Nous voulons le retrait de ce projet néfaste pour l'ensemble des salarié·es du public et du privé. Il participe à un nivellement par le bas dans lequel la plupart des futur·es retraité·es seraient perdant·es.

Ensuite, d'un point de vue national et local à la DGFIP :

Comment pourrions-nous siéger alors que dans l'Isère où les collègues sont en grève reconductible depuis plus de 15 jours, la DDFIP les menace de sanction disciplinaire et établit la liste des agent·es présent·es sur le piquet de grève ?

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77 dénonce ces méthodes inacceptables et apporte tout son soutien aux agent·es de la DDFIP 38.

Comment pourrions-nous siéger alors qu'à la DGFIP depuis plus de 8 mois les agent·es, les usager·ères, les élu·es se mobilisent contre le Nouveau Réseau de Proximité ? Malgré les grèves, les occupations de sites, les pétitions, Messieurs DARMANIN et FOURNEL font la sourde oreille et n'écoutent pas.

Comment pourrions-nous siéger alors qu'à la DDFIP 77 toutes ces mobilisations ont également eu lieu, que sur la votation organisée auprès de 600 agent·es, 95 % souhaitent le retrait du projet de géographie revisitée ? Pourtant, vous maintenez toujours vos positions.

Comment pourrions-nous siéger alors que vous ne cessez de vouloir être rassurant avec les agent·es mais qu'en réalité vos écrits sont différents et laissent pleinement la place à l'imprévu ?

Comment pourrions-nous siéger alors que nous apprenons par la presse l'inauguration de la 1ère Maison France Services sur notre département ainsi que ses modalités de fonctionnement ?

Tout comme nous avons appris dans ULYSSE la visite du Directeur Général Adjoint des Finances Publiques à Meaux le 30 décembre 2019 ?

Où est la transparence annoncée ? Avez-vous peur d'un rassemblement des agent·es ?

Comment pourrions-nous siéger alors que les droits de défense des agent·es s'amenuisent, voire disparaissent avec la mise en place de la loi de la Transformation de la Fonction Publique ? Puisque les CAP de promotion et de mutation nationales et locales disparaissent, quel dispositif local allez-vous mettre en place ?

Pour résumer, comment pourrions-nous siéger vu les projets de réforme des retraites, les attaques contre la Fonction Publique, contre notre administration (Nouveau Réseau de Proximité, suppression d'emplois...) ? Le gouvernement veut-il abattre tout notre modèle social qui fait notre richesse ?

Depuis presque un an, nous nous trouvons, les représentant·es des personnels, face à une situation de blocage du dialogue social rarement atteinte dans notre administration. Elle est le fruit de trop longues années durant lesquelles nous n'avons été consultés que sur des projets totalement aboutis et dont les principes mêmes n'ont jamais pu être discutés.

Le conflit qui nous oppose sur le Nouveau Réseau de Proximité, au-delà des principes que nous contestons, constitue l'aboutissement d'un mode de fonctionnement où le dialogue social n'a pas de place.

La marge de discussion se limite aux détails de la mise en œuvre des projets sans se soucier de l'intérêt général et de l'intérêt des agent·es. Nous avons trop souvent l'impression de servir de caution par notre présence dans des groupes de travail où nous sommes trop rarement entendus.

Il est clair que la priorité pour la direction n'est pas la qualité du dialogue social, c'est d'abord d'avancer à marche forcée, y compris, en méprisant les représentant·es des personnels.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77 continue d'exiger le retrait du projet DARMANIN, FOURNEL, VALES :

Non au Nouveau Réseau de Proximité !

Écoutez les élu·es de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77, écoutez les agent·es, écoutez les usager·ères, écoutez les élu·es !

Alors Monsieur le Président, malgré la liste non exhaustive que nous venons de citer, les élu·es de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77 ont décidé de siéger avec notamment l'intention de dénoncer les projets catastrophiques que vous mettez en place. Nous attendons également que vous écoutiez et entendiez nos revendications.

Si nous siégeons aujourd'hui, c'est que les élu·es de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77, représentant les agent·es mais également les usager·ères avec qui nous sommes en contact au quotidien, veulent croire encore au dialogue social. Nous souhaitons continuer notre démarche syndicale d'information sur la réalité de vos projets imposés sans la moindre discussion.

Nous allons siéger avec nos valeurs et nos revendications face au dogme de l'administration qui ne raisonne qu'en terme budgétaire ou d'équilibre et qui ne voit pas l'urgence de la situation dans les services.

Monsieur le Président vous ne semblez pas voir la dégradation des conditions de vie au travail et participez chaque jour un peu plus à la dégradation de celles-ci, au sabotage de l'avenir des agent·es, au dépeçage des services et à la destruction du service public, en particulier avec le sujet à l'ordre du jour aujourd'hui. Vous mettez tout en place pour la mise en œuvre du Nouveau Réseau de Proximité, en signant les conventions pour les futures MSAP, en continuant de supprimer des emplois...

Nous allons siéger, car nous sommes élu·es. Nous avons toute la légitimité de connaître la réalité de tous les projets de l'administration sans langue de bois, ni pirouettes.

Nous attendons de vous des réponses claires et de cesser d'être vague, de n'apporter aucune réponse concrète, source d'interrogation et d'anxiété pour les agent·es.

Comme l'a dit une célèbre femme politique du Nord de la France : « quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup ! »

Mais nous voulons que la parole des élu·es de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77 ainsi que celle des agent·es que nous représentons soit écoutée. Le dialogue social n'en sortira que grandi.

Concernant le point principal de l'ordre du jour, à savoir la situation des emplois au 1^{er} janvier 2020 :

Les élu·es de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77 dénoncent avec force cette nouvelle vague de suppressions d'emploi qui n'est dictée que par des considérations budgétaires et que vous essayez de justifier par des statistiques. Cependant, les statistiques se heurtent à l'épreuve des faits et, force est de constater qu'aujourd'hui tous les services de la DDFiP sont exsangues et au bord de la rupture !

Pour la DDFiP 77, ce sont 34 nouvelles suppressions d'emploi, 34 de trop ! 19 sont sur des postes actuellement occupés. Quel message envoyez-vous à ces collègues ? C'est la première surprise de la décennie, la première attaque vers la précarisation et la déstabilisation que vous offrez à ces collègues ! Avec la mutation au département quelle garantie apporterez-vous aux agents ?

Et pour les 15 emplois déjà vacants, vous anéantissez tous les espoirs des collègues de voir leur service déjà en souffrance se renforcer !

En aucun cas la DDFiP ne peut absorber ces suppressions d'emploi. Nous cesserons de le répéter : les agent·es n'en peuvent plus !! C'est pourquoi nous les dénonçons et sommes résolument contre. Elles mettent gravement à mal les missions et la santé des agent·es. Préparent-elles l'asphyxie des services pour accepter les futures restructurations des SIP,SIE SPL ?

Alors M le Directeur, renoncez-vous à ces 34 suppressions d'emplois ?

- Ponts dit « naturels » :

Si la direction souhaite fermer le service public, alors qu'elle finance ces fermetures par l'octroi d'autorisations d'absences aux agent·es.

Puisque vous n'offrez aux collègues que des messages négatifs (restructurations, suppressions d'emploi, perte de droits...) et des pleurs pour les remercier de leur investissement, nous vous invitons donc à financer ces ponts. Cela constituerait un minimum de reconnaissance à l'égard des agent·es.

De nombreuses questions figurent déjà dans cette liminaire, nous en aurons d'autres au fil de l'ordre du jour, les élu·es de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et Force Ouvrière DGFIP 77 vous demande d'y répondre sans langue de bois.

En cette période de vœux, nous espérons un retour à un vrai dialogue social et souhaitons que notre décision de siéger se révélera de la plus grande utilité pour les agent·es